

# ROBERT SIGAL

Directeur général de l'Hôpital américain de Paris

**Michel Kazatchkine, ancien directeur exécutif du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, Senior Fellow au Global Health Centre de l'Institut de hautes études internationales et du développement, Genève**

Il est temps à présent de nous tourner vers les systèmes de santé et le point de vue des professionnels de santé avec Robert.

## Robert Sigal

Merci, Michel. Permettez-moi tout d'abord de remercier Thierry de Montbrial et le staff de la World Policy Conference. C'est un très grand plaisir d'être ici physiquement et de retrouver des collègues, des personnes et des experts que j'ai eu l'occasion de retrouver à Marrakech. Merci à vous.

Je vais vous exposer le point de vue des professionnels de santé. Je suis médecin et PDG d'un hôpital qui a pris en charge des milliers de patients depuis février de l'année dernière et je voudrais partager notre perspective avec vous. Je vais insister sur trois points. Le premier est l'importance de la coordination entre les professionnels de santé. Le deuxième est la question de l'anticipation d'une pandémie potentielle. Le troisième est l'importance de la technologie.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, je tiens à dire que nous devons témoigner une énorme gratitude à tous les médecins et infirmiers qui ont été sur le front de la pandémie. Dans mon hôpital, j'avais des infirmiers de 20 ou 22 ans, qui sortaient de l'école, et qui ont dû se battre en première ligne. Plus d'une centaine de nos médecins et infirmiers ont été malades, certains gravement. Nous n'avons compté aucun décès, mais ce n'est pas le cas d'autres établissements de santé, donc nous devons remercier tous ces personnels de santé.

Intéressons-nous à la coordination des acteurs de la santé. Ce qui rend la lutte efficace est la coordination entre les médecins généralistes et les hôpitaux, et, de façon moins évidente, entre le secteur privé et le secteur public. Le maillon le plus important a été la coordination orchestrée par les agences publiques. En France, en région parisienne, qui compte environ 10 millions d'habitants, vous avez l'Agence régionale de santé. Elle a joué un rôle essentiel dans la distribution de médicaments et de masques quand il y a eu des pénuries, dirigeant les patients vers les hôpitaux adéquats et, à un moment, prenant la décision d'évacuer certaines malades de Paris vers d'autres régions, etc. Ces décisions ont été essentielles pour empêcher la submersion des hôpitaux, en particulier les services de réanimation.

Le deuxième point est l'anticipation : les hôpitaux sont légalement obligés d'avoir un plan d'urgence, donc nous devons être capable de gérer un afflux de blessés ou de décès. Ces

plans se sont révélés très efficaces lors des attentats de novembre 2015. Comme dans tous les hôpitaux de France, nous avons dû réactiver ce que nous appelons le plan blanc pour la pandémie. Le deuxième élément de l'anticipation est bien sûr l'équipement, les respirateurs et les médicaments, et les équipements de protection personnelle. Je me souviens parfaitement qu'à un moment dans notre hôpital, nous n'avions pas assez de masques pour tout le monde, et je peux vous dire que je me suis senti très mal à l'idée que des médecins et des infirmiers soient envoyés dans les chambres des patients sans masques – heureusement, ça n'est pas arrivé. L'anticipation au niveau des infrastructures est encore plus importante. En 2020, l'Allemagne comptait 34 lits de réanimation pour 100 000 habitants, la France 16 et l'Italie 8,6. Bien sûr, la décision d'augmenter ou pas le nombre de lits est essentielle car c'est une infrastructure qui existe ou pas. Un autre élément d'anticipation, et pas des moindres, sont les compétences. Les respirateurs et des lits sont inutiles si vous n'avez pas d'infirmiers compétents, de réanimateurs ou de médecins pour travailler en réanimation, et leur formation prend 7 à 10 ans, donc c'est une anticipation à long terme.

Le troisième point est la technologie : tout le monde sait qu'avoir obtenu les vaccins en moins d'un an fut un exploit sans précédent. Jean a mentionné les big data à l'instant, la numérisation, la gouvernance des données et il est évident que ça a joué un rôle important qui n'ira qu'en grandissant. Nous savons tous que les médicaments progressent et c'est un effet bénéfique des guerres. Je me souviens très bien que pendant la première guerre du Golfe, ils envoyaient des imageries médicales, des scans, littéralement depuis le champ de bataille vers des navires de l'armée américaine équipés d'hôpitaux puis vers l'Allemagne. Cela a permis un meilleur triage des patients et une évacuation plus efficace. Dans les années qui ont suivi, le système de santé des armées américaines a investi la moitié de son budget dans la numérisation. Aujourd'hui, les hôpitaux sont tous numérisés, nous partageons les images et les données. C'est une impulsion très importante et bénéfique qui a découlé d'un conflit armé.

Je voudrais conclure sur un autre point, qui est l'importance des politiques concernant les professionnels de santé. Bien sûr, si vous êtes en charge d'un hôpital, l'information la plus cruciale est le montant alloué à la santé par l'État en proportion du PIB. S'il est inférieur ou au contraire supérieur à 10 %, les conséquences ne sont pas les mêmes. Nous suivons donc de près chaque année le montant alloué à la santé par le gouvernement. Dans le cas de la pandémie, l'effet des décisions politiques a été bien plus rapide et cohérent, par exemple en rendant la vaccination obligatoire pour les personnels de santé. Pour des raisons culturelles obscures, la France est résistante aux vaccins et, avant l'été, le taux de vaccination des personnels hospitaliers tournait autour des 60 %. Le gouvernement et M. Macron ont rendu la vaccination obligatoire pour les personnels de santé et aujourd'hui nous sommes à 96-97 %, donc l'effet de la décision politique a été immédiat.

Un deuxième exemple, comme Jean l'a évoqué, est le combat contre la désinformation. Aujourd'hui, la réalité des unités de réanimation en France est que la majorité des patients qui entrent ont souvent refusé de se faire vacciner pour un nombre de raisons farfelues. Il est donc vital de combattre cette désinformation efficacement. Bien sûr, nous devons également renforcer la coopération au niveau international, comme l'a évoqué Juliette, car nous savons que si nous échouons à aider et collaborer avec l'Afrique, nous verrons à l'avenir les conséquences de cet échec.



J'aimerais finir sur la remarque suivante : bien sûr, nous avons appris au cours des dix-huit derniers mois que les États avaient, à raison, renforcé leur rôle. Cependant, à l'avenir, nous ne devons pas mener le même combat. Les GAFAs émergent rapidement maintenant et bien qu'ils ne soient pas des acteurs importants de la santé pour l'instant, ils le seront dans les 5 à 10 ans à venir et tiendront un rôle essentiel. Nous ne pouvons pas oublier ces éléments et nous contenter de livrer les mêmes batailles, nous devons être prêts pour les batailles futures.

### **Michel Kazatchkine**

Merci beaucoup Robert, pour avoir, entre autres, insisté à nouveau sur l'importance de l'anticipation et de la préparation, que d'autres collègues ont également évoqué. Il est clair que de trop nombreux plans nationaux ont été insuffisamment financés et trop de pays manquaient d'une solide préparation. C'est une problématique essentielle, et de nombreux pays ont des plans de préparation mais ils ne sont pas financés. C'est pourquoi l'un des premiers objectifs de la structure internationale financière que le G20 envisage, et que le Panel indépendant a proposé, est de financer la préparation dans le monde entier. Puis, dans un monde interdépendant, nous devons être réciproquement responsables de notre niveau de préparation. C'est pourquoi, à l'initiative de la France et de l'Allemagne, entre autres, nous discutons à l'heure actuelle à Genève un plan de préparation en évaluation collégiale pour un mécanisme dépendant des Nations Unies, similaire à ce que l'on trouve au Conseil des droits de l'homme, où les pays pourraient être évalués par un collège tous les ans, ou tous les deux ou trois ans sur leur niveau de préparation. Encore merci pour votre intervention.